



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

RÉPONSES AUX RECOMMANDATIONS EUROPÉENNES POUR LE LUXEMBOURG

CONFÉRENCE DE PRESSE

4 juillet 2019



Plan de l'exposé

1. Introduction
2. Les recommandations européennes commentées
3. Les recommandations manquantes



Les recommandations européennes

- Pensions et emploi des travailleurs âgés
- Services professionnels aux entreprises réglementées
- Investissement (numérisation, innovation, compétences, transport, logement)
- Système fiscal



Introduction

- Contextualiser les recommandations du Conseil par rapport au socle européen des droits sociaux
- Inadéquation entre celles-ci et les résultats de l'analyse du tableau de bord social
- La situation à court et à moyen terme des finances publiques luxembourgeoises reste un non-sujet
- Pas d'analyse approfondie dans le cadre de la procédure des déséquilibres macroéconomiques



Pensions et emploi des travailleurs âgés

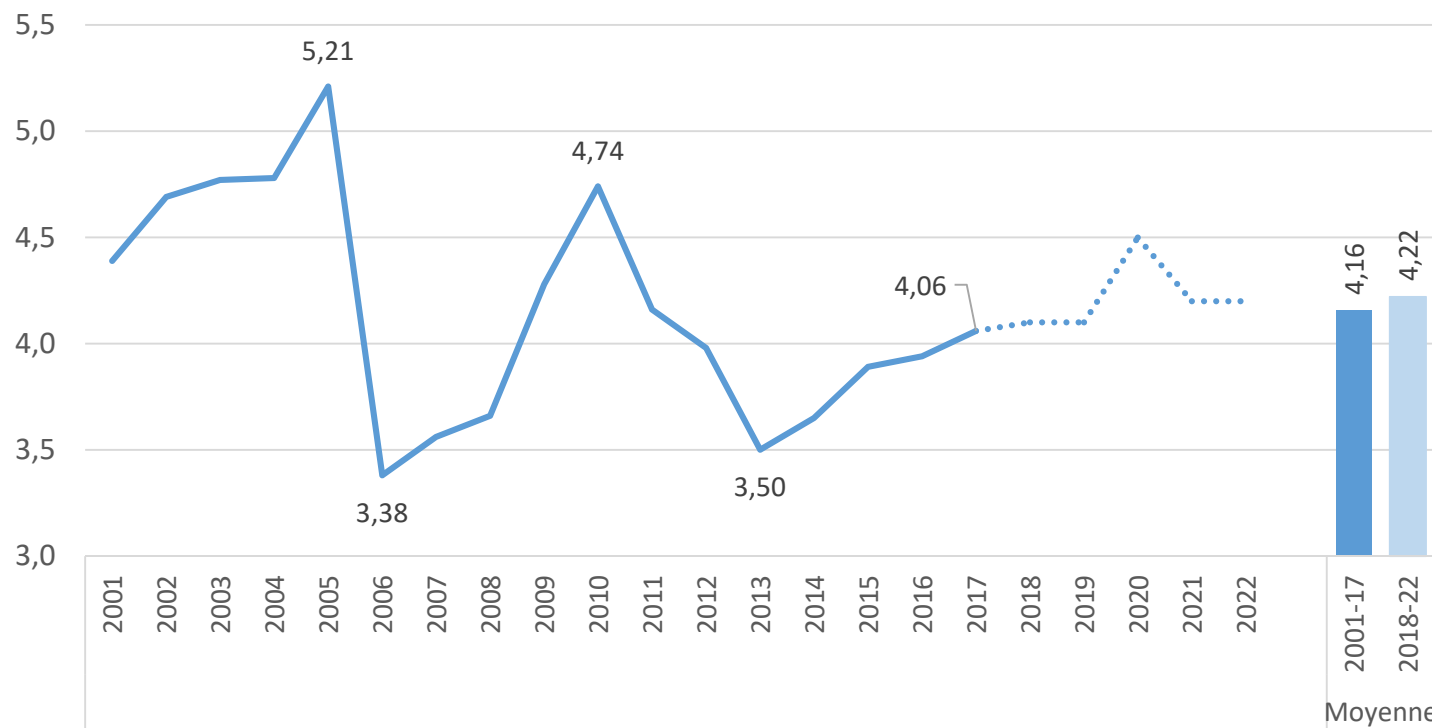
- La bonne santé financière du régime et les projections trop pessimistes
- Les pensions : un instrument de redistribution
- Une utilisation intelligente de la réserve légale
- Limiter davantage les départs à la retraite anticipée : la fausse bonne idée
- Des solutions concrètes (périodes d'études, plan de gestion des âges en entreprise, droit à une retraite progressive)
- L'inégalité face à l'espérance de vie défavorise les plus modestes
- Lutter contre les discriminations hommes-femmes
- Des sources alternatives de financement



Services professionnels aux entreprises réglementées

- Nombreuses entreprises étrangères implantées au Luxembourg
- Risque d'un nivellement vers le bas des prestations
- Réglementations ont un sens pour protéger le consommateur

Investissements publics, en % du PIB



- Faible niveau d'investissement des entreprises
- Productivité parmi les plus élevées du monde

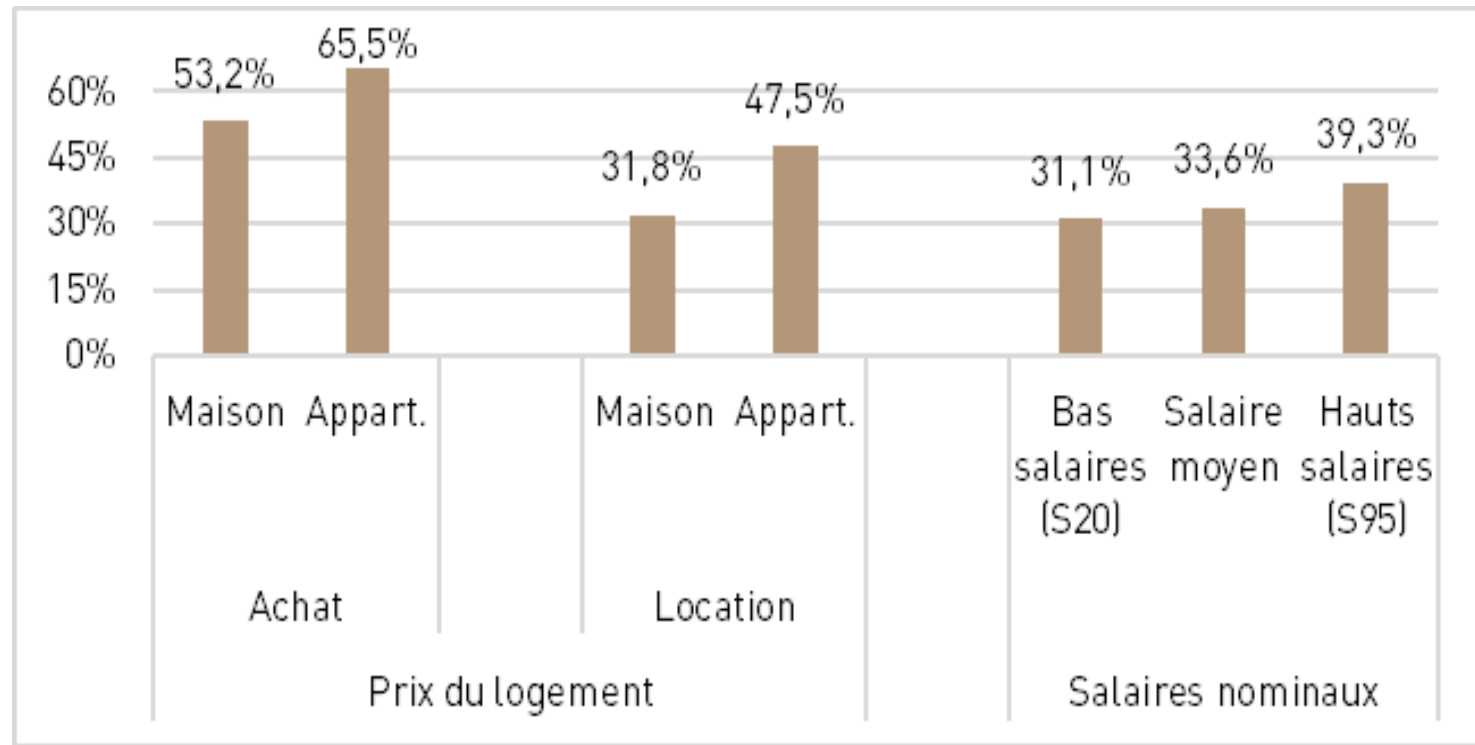


Compétences

- Système de financement actuel de la formation professionnelle continue
 - favorise largement les moyennes et grandes entreprises
 - profite d'abord aux salariés les mieux formés
 - n'a aucune ambition « qualitative »
- Contribution financière par une taxe de formation
- Création d'un Conseil national de suivi et d'évaluation des formations professionnelles continues

Logement

Évolution des prix des logements en euros courants et des salaires nominaux entre 2005 et 2016



Sources : Observatoire de l'habitat (prix d'achat et loyers) et Projet de loi n°7085 (salaires horaires) ; Graphique : CSL



Logement

- Meilleure régulation du marché
 - Lutte contre la spéculation immobilière
 - Réforme de l'impôt foncier
 - Les fonds d'investissements spécialisés
- Améliorer l'offre de logement locatif
 - Augmentation de l'offre des logements sociaux locatifs
 - Plafonnement effectif des loyers
 - Réforme de la subvention de loyer
 - Réduction du montant maximum de la garantie locative
 - Endiguer la location temporaire des logements
 - Les aides écologiques



Systeme fiscal

- Manque de transparence au niveau des taux d'imposition effectifs
- Améliorations faites au Luxembourg
- Nécessité de continuer les efforts entrepris
- Aller au-delà de cette recommandation :
 - Imposition progressive
 - Imposition des revenus de capitaux et du patrimoine vs. imposition des salaires
 - Taxation indirecte vs. taxation directe



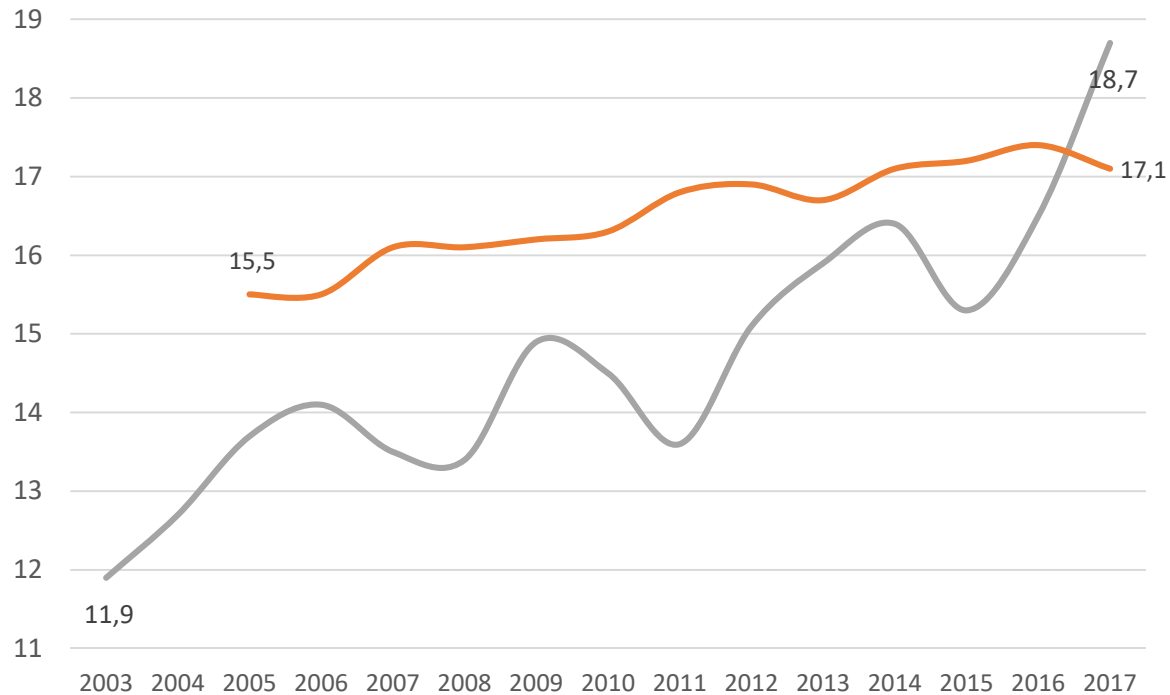
Recommandations manquantes

- Lutte contre les inégalités et la pauvreté
- Améliorer la qualité de vie au travail

Lutte contre les inégalités et la pauvreté

Evolution du taux de risque de pauvreté

après pensions et transferts sociaux



Source : Eurostat

— LU — ZE19



Lutte contre les inégalités et la pauvreté

- Soutien accru aux bas salaires
- Renforcement des transferts sociaux
- Améliorer l'équité du système fiscal
 - Mëttelstandsbockel
 - Adaptation du barème à l'inflation
 - Imposition des revenus des capitaux
 - Imposition des revenus des collectivités



Qualité de vie au travail

- Le stress au travail continue d'augmenter
- Difficile conciliation vie personnelle / vie professionnelle
- Frontières entre la vie au travail et la vie en dehors du travail ?
- Recommandations :
 - Réduction générale du temps de travail
 - Droit / obligation à la déconnexion
 - Réglementer la prévention des risques psychosociaux



Conclusion

Un socle européen des droits sociaux qui doit encore faire ses preuves au niveau des recommandations nationales pour le Luxembourg!



Merci pour votre attention !